

**BUSINESS
AFRICA**
EMPLOYERS, CONFEDERATION

**AFRIQUE
DES AFFAIRES**
CONFÉDÉRATION DES EMPLOYEURS,

RAPPORT ANNUEL

CONFEDERATION DES EMPLOYEURS'
AFRIQUE DES AFFAIRES
2024





CONFEDERATION DES EMPLOYEURS' AFRIQUE DES AFFAIRES

RAPPORT ANNUEL 2024

Table des Matières

1.	À PROPOS de BUSINESSAfrica	3
1.1.	Mission	4
1.2.	Vision.....	4
1.3.	Mandat.....	4
1.4.	Valeurs Fondamentales.....	5
1.5.	Objectifs de BUSINESSAfrica	5
1.6.	La Direction du BUSINESSAfrica	6
1.6.1.	La Conseil Executif	7
1.6.2.	Le Secrétariat	8
	Faits marquants en images	9
2.	Perspectives Economiques Continentales pour l'Afrique.....	12
2.1.	Aperçu du paysage économique de l'Afrique en 2024	12
2.2.	Perspectives Économiques Régionale	13
3.	Activités de BUSINESSAfrica 2024	14
3.1.	Forums Internationaux	14
3.2.	Migration de la main-d'œuvre	21
3.3.	Développement des Compétences.....	23
3.4.	Renforcer l'Autonomie des Femmes dans l'Entreprise	24
3.5.	Réunion du Conseil Exécutif	25
3.6.	Visites stratégiques de Courtoisie	26
3.7.	Nouveaux Partenariats et Collaborations	27
4.	Rapport Financier	29
5.	BUSINESSAfrica et l' ADHÉSION	30
5.1.	Pour Devenir Membre	30
5.2.	Avantages d'Être Membre	30
5.3.	Engagement avec le Secrétariat.....	31
6.	LISTE DES MEMBRES	31

MESSAGE DU PRÉSIDENT



M Hamidou Diop,

**Président par intérim,
Confédération Des Employeurs'
Afrique Des Affaires**

Chers membres,

C'est avec beaucoup de fierté et d'optimisme que je présente le rapport annuel 2024 de la Confédération des employeurs Afrique Des Affaires (BUSINESSAfrica). L'année sous revue a été celle de la remarquable résilience, de la transformation et de la collaboration dans l'ensemble du paysage commercial africain.

En tant que porte-parole des employeurs du continent, BUSINESSAfrica n'a cessé de plaider en faveur de politiques qui favorisent une croissance économique durable, la création d'emplois et un environnement propice aux entreprises. Les défis posés par les changements économiques mondiaux, les perturbations technologiques et les impératifs climatiques ont non seulement mis à l'épreuve notre capacité d'adaptation, mais ont également renforcé la force et l'innovation des entreprises africaines.

En 2024, la Confédération des employeurs Afrique Des Affaires s'est concentrée sur le renforcement du dialogue social, l'autonomisation des entreprises, la promotion du travail décent et du développement des compétences, et la conduite des transitions numériques et vertes à travers le continent.

Nos réalisations n'auraient pas été possibles sans l'engagement de nos organisations membres, de nos partenaires stratégiques, de nos collaborateurs internationaux et du Secrétariat de BUSINESSAfrica. La communauté des affaires africaine se trouve au carrefour d'immenses opportunités, et nos efforts collectifs définiront la trajectoire économique du continent dans les années à venir.

BUSINESSAfrica s'engage à promouvoir un environnement favorable aux entreprises et à défendre les intérêts des employeurs africains sur la scène internationale. Continuons à travailler ensemble pour stimuler l'innovation, l'inclusion et la prospérité durable pour tous.

Merci pour votre dévouement et votre confiance.





Mme JACQUELINE MUGO, EBS

Secrétaire Générale,
Confédération Des Employeurs'
Afrique Des Affaires

MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

Cher Membres,

J'ai une fois de plus le plaisir de participer à ce voyage que nous avons accompli ensemble en tant que continent. Comme le souligne ce rapport, notre principal objectif est de renforcer constamment la croissance des entreprises et la création d'emplois en Afrique. Cela reste notre objectif, même si nous nous engageons dans une relation plus engageante avec nos membres et nos partenaires à travers le continent.

Alors que nous réfléchissons à l'année 2024, la résilience, l'adaptation et le progrès pour la communauté des affaires africaine restent notre principale priorité. Malgré les incertitudes économiques mondiales, nos membres ont fait preuve d'une innovation et d'un engagement remarquables pour favoriser une croissance économique durable, créer des emplois décents et façonner l'avenir du travail sur le continent.

Tout au long de l'année 2024, la Confédération Des Employeurs' Afrique Des Affaires est restée fidèle à sa mission de défense des intérêts des employeurs et des entreprises à travers l'Afrique. Nous nous sommes activement engagés dans les discussions politiques pour veiller à ce que la voix des employeurs africains soit entendue et respectée. Grâce à nos partenariats stratégiques avec l'Union africaine (UA), l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'Organisation Internationale des Employeurs (OIE), Business at OECD (BIAC) et d'autres parties prenantes clés, nous avons renforcé notre influence sur des questions politiques essentielles, notamment le développement des compétences, les réformes du marché du travail, la transformation numérique et la protection sociale.

Nous restons convaincus que BUSINESSAfrica continuera à défendre des politiques qui créent un environnement propice à la prospérité des entreprises, en mettant l'accent sur des politiques économiques durables, la création d'emplois et le renforcement du dialogue social. Nous renforcerons également notre rôle dans les efforts d'intégration régionale afin de garantir que les entreprises africaines bénéficient pleinement de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) et de ses autres initiatives économiques.

Ce fut un grand honneur de travailler avec nos membres et j'apprécie grandement le soutien indéfectible que chacun d'entre eux a accordé à BUSINESSAfrica. J'ai l'espoir et la conviction que nous continuerons à nous élever encore plus haut et à avancer ensemble en tant que continent.



À propos de BUSINESSAfrica



1. À PROPOS de BUSINESSAfrica

La Confédération des Employeurs d'Afrique Des Affaires (BUSINESSAfrica) est le principal défenseur de la création de richesses et d'emplois en Afrique. Elle défend les intérêts des entreprises de tout le continent et fait activement campagne sur les questions qui influencent le plus la croissance et la compétitivité des entreprises africaines.

BUSINESSAfrica parle au nom des organisations d'employeurs et des entreprises de toutes tailles dans les pays africains dont les fédérations nationales d'entreprises sont des membres directs. Elle travaille principalement dans le contexte des organisations internationales et régionales, notamment l'Organisation internationale des employeurs (OIE), l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Union africaine (UA) et les Communautés économiques régionales (CER). Les membres de BUSINESSAfrica proviennent d'organisations d'employeurs réparties dans toutes les régions du continent.

1.1. Mission

Défendre la croissance et la compétitivité des entreprises africaines en les représentant dans l'élaboration des politiques continentales et internationales, en défendant les intérêts des employeurs du continent et en menant des campagnes sur les questions qui influencent le plus les performances des entreprises Africaine.

1.2. Vision

Être la voix des Entreprises Africaines. o be the Voice of African Business

1.3. Mandat

Plaidoyer Politique

BUSINESSAfrica cherche à influencer les politiques en renforçant la voix des entreprises africaines dans les organes continentaux et internationaux tels que la Commission de l'Union africaine (CUA), le Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC), l'OIT, la Banque africaine de développement, l'Union européenne, les Communautés économiques régionales d'Afrique et d'autres organes continentaux.

Représentation des Entreprises

BUSINESSAfrica also promotes business voice in the United Nations system, the International Monetary Fund (IMF), the World Bank, the World Trade Organization (WTO) and others.

Engagement de Partenariat

BUSINESSAfrica promeut également la voix des entreprises au sein du système des Nations unies, du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale, de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et d'autres instances.

Intégration Régionale

BUSINESSAfrica cherche également à renforcer l'intégration régionale afin de stimuler les opportunités économiques, l'emploi, la création de richesses et le commerce intra-africain. Le développement de projets ferroviaires, routiers et énergétiques par le biais de partenariats public-privé (PPP) pour faciliter le commerce et les relations d'affaires est un objectif clé.

1.4. Valeurs Fondamentales

- Respect de la diversité et de la liberté.
- Équilibre entre solidarité et responsabilité.
- Engagement en faveur de la collaboratio.

1.5. Objectifs de BUSINESSAfrica

- a) A Œuvrer à la promotion de la paix sociale dans toutes les entreprises en Afrique par le développement de relations professionnelles saines et de pratiques de gestion du personnel.
- b) Assurer la consultation entre les organisations d'employeurs, déterminer leurs points de vue sur les questions d'intérêt commun et représenter ces points de vue auprès de tout organisme intergouvernemental.
- c) Coopérer avec toutes les organisations internationales d'employeurs dont les objectifs sont compatibles avec ceux de BUSINESSAfrica et maintenir le contact avec les organisations internationales et régionales telles que l'Organisation internationale du travail, l'Union africaine et la Commission du travail et des affaires sociales de l'UA, la Conférence des ministres arabes du travail et l'Organisation internationale des employeurs, qui s'occupent du développement économique et du progrès social, et aider à la formation d'organisations nationales d'employeurs en Afrique.
- d) Rassembler et mettre à la disposition des membres, le cas échéant, la législation existante et proposée en rapport avec les activités de BUSINESSAfrica.
- e) Recueillir et collationner auprès des membres ou d'autres sources les données économiques et sociales utiles aux membres.
- f) Respecter les principes qui sous-tendent l'ordre économique et social de chaque pays africain.
- g) Promouvoir la formation professionnelle en encourageant les colloques et séminaires nationaux, sous-régionaux et continentaux dans les domaines intéressant les employeurs africains..
- h) Associer les organisations d'employeurs africains dans un effort commun pour accroître la compréhension et l'importance du rôle qu'elles jouent dans l'amélioration continue de la société et de l'Etat.
- i) Prendre toutes les autres mesures légales qui sont accessoires et propices à la réalisation des objectifs susmentionnés ou de l'un d'entre eux, étant entendu que BUSINESSAfrica ne peut rien faire dans le cadre de ses objectifs.
- j) Promouvoir, préconiser, protéger et défendre les intérêts des employeurs africains à tous les niveaux.
- k) Œuvrer à la création et au développement d'organisations d'employeurs nationales et sous-régionales fortes et indépendantes.
- l) Promouvoir le principe du tripartisme dans la résolution des problèmes sociaux et économiques en collaboration avec les gouvernements et les travailleurs.
- m) Mettre en place des mécanismes appropriés en vue de renforcer les partenariats avec les milieux d'affaires et le secteur privé en Afrique



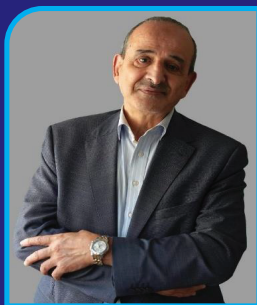
1.6. La Direction du BUSINESSAfrica

La direction de BUSINESSAfrica comprend le conseil exécutif au sommet et le secrétariat au niveau opérationnel, comme indiqué ci-dessous.

1.6.1. La Conseil Executif



M. Hamidou Diop
Président (Interim)
Sénégal



M. El Mahfoudh Megateli
1st Vice-Président
Algérie



Mme Jacqueline Mugo
Secrétaire Générale
Kenya



Mme KEÏTA Zeïnabou SACKO
Secrétaire Générale Adjointe
Mali



M. Ousseine Diallo
Trésorier
Côte d'Ivoire



Mme Lindiwe Sephomolo
Trésorière Adjointe
Lesotho



M. Bernard Hounnoui
Membre
Bénin



Mme Yameogo Philomene
Membre
Burkina Faso



M. Francis RABARIJOHN
Membre
Madagascar



Mme Suzanne Ndomba-Doran
Membre
Tanzanie



M. Adewale Oyerinde
Membre
Nigeria

1.6.2. Le Secrétariat



Mme Jacqueline Mugo, EBS,
Secrétaire Générale



M. Lionel Otieno Omondi,
Coordinateur



M. Arbogasti Otero,
Responsable TIC



M. Stephen Obiro,
Recherche, Plaidoyer et
Partenariats



M. Samson Mugwe,
Responsable Financier



Les employeurs à la 350e session du Conseil d'Administration de l'OIT



Dialogue de Doha sur la mobilité de la main-d'œuvre entre le Conseil de Coopération du Golfe et l'Afrique



Le réseau mondial d'entreprises IOE élit sa première Présidente Africaine !



Les employés à la 352e session du Conseil d'Administration de l'OIT

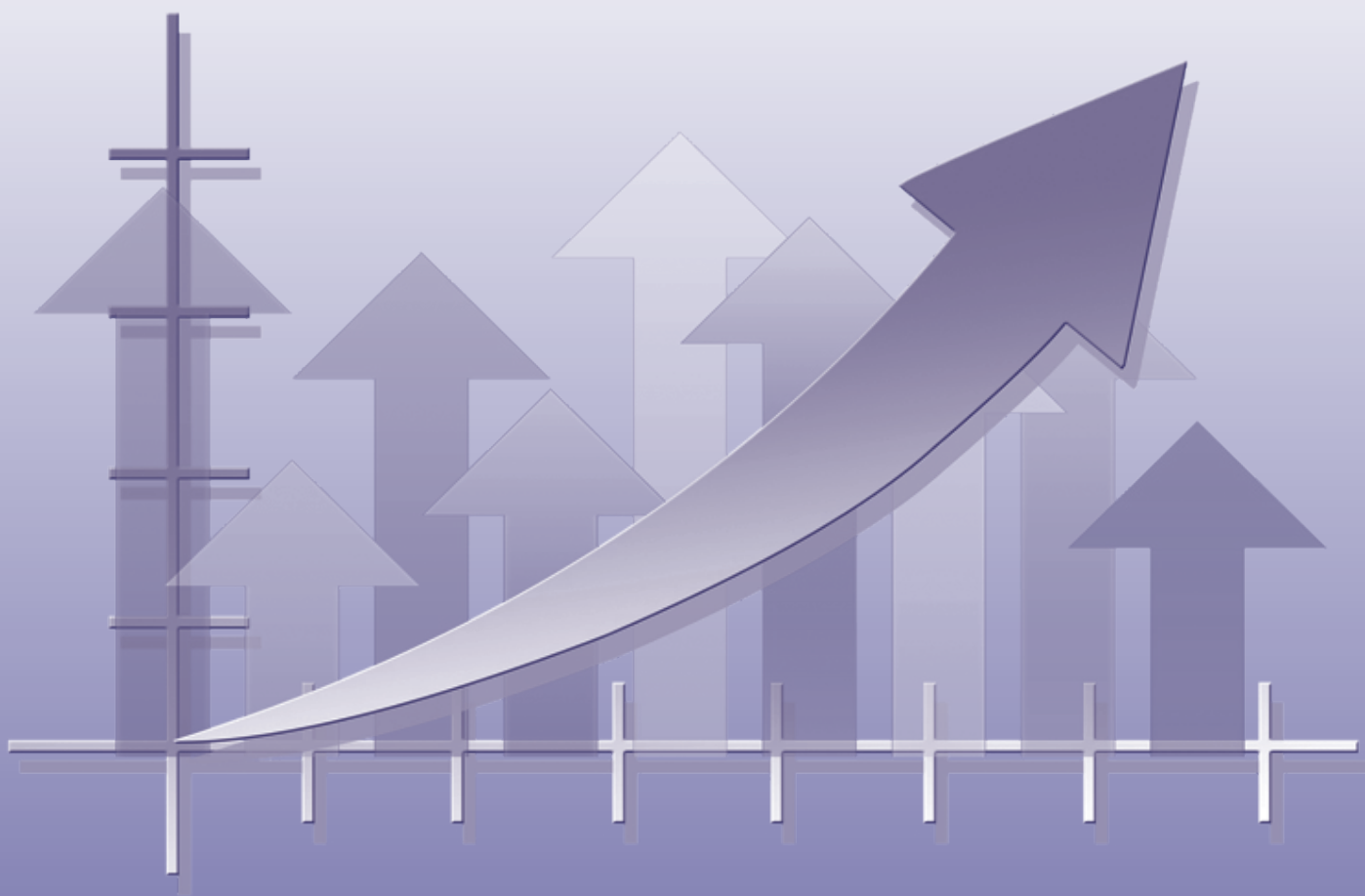


Jacqueline Mugo, Présidente de l'OIE, au sommet du B20 au Brésil



Le réseau mondial de l'OIE se réunit à Casablanca, au Maroc, pour la conférence de l'OIE sur l'autonomisation des femmes dans le monde des affaires

Perspectives Economiques Continentales pour l'Afrique



2. Perspectives Economiques Continentales pour l'Afrique

Le paysage économique mondial et régional en 2024 est resté complexe, l'Afrique naviguant à travers des transformations rapides dans le monde du travail, la numérisation, l'adaptation au climat et l'évolution des exigences en matière de compétences. Tout au long de ces changements, BUSINESSAfrica est restée inébranlable dans son plaidoyer en faveur de politiques qui favorisent la croissance des entreprises, la création d'emplois et le développement durable.

2.1. Aperçu du paysage économique de l'Afrique en 2024

En 2024, le paysage économique de l'Afrique a fait preuve de résilience face aux défis mondiaux, le continent conservant sa position de deuxième région du monde à la croissance la plus rapide, après l'Asie en développement. La Banque africaine de développement (BAD) a indiqué que plus de quatre pays africains ont connu des taux de croissance plus élevés en 2024 qu'en 2023, prévoyant une augmentation de la croissance moyenne du PIB réel de 3,1 % en 2023 à 3,7 % en 2024, puis à 4,3 % en 2025.



2.2. Perspectives Économiques Régionale

Malgré des trajectoires de croissance positives, l'Afrique est confrontée à des défis importants, notamment une dette publique élevée, des pressions inflationnistes et des vulnérabilités structurelles. Le Fonds monétaire international (FMI) a insisté sur la nécessité de réformes globales pour résoudre ces problèmes, soulignant que les taux de croissance restent insuffisants pour réduire de manière significative la pauvreté ou atteindre les objectifs de développement.

Les Perspectives économiques en Afrique 2024 de la BAD appellent à une refonte de l'architecture financière mondiale afin de mieux répondre aux besoins de développement de l'Afrique. Le rapport propose des réformes dans cinq domaines clés : l'optimisation du financement du secteur privé, la simplification de l'architecture mondiale du financement du climat, la réforme des banques multilatérales de développement, la rationalisation des mécanismes de résolution de la dette et l'amélioration de la mobilisation des ressources nationales.

Initiatives en matière de commerce et d'intégration:

Les efforts visant à stimuler le commerce intra-africain ont été renforcés par des initiatives telles que la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA), qui vise à créer un marché unique pour les biens et les services sur l'ensemble du continent. En outre, la zone de libre-échange tripartite (ZLET), qui est entrée en vigueur le 25 juillet 2024, intègre le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), englobant 29 pays et plus de 800 millions de personnes.

Ces accords commerciaux sont conçus pour réduire les droits de douane, harmoniser les politiques commerciales et favoriser l'intégration économique, afin d'améliorer la compétitivité et d'attirer les investissements sur l'ensemble du continent.

Si les perspectives économiques de l'Afrique pour 2024 témoignent d'une certaine résilience et d'un potentiel de croissance, il reste essentiel, pour le développement durable et la réduction de la pauvreté, de relever les défis structurels grâce à des réformes globales et de tirer parti des initiatives d'intégration commerciale.

A collage of business-related images in a red monochrome style. The images are arranged in a grid-like fashion, with some overlapping. The scenes include: a person walking in a modern office; a person lying down; a person wearing a hard hat and talking on a phone; a person smiling while wearing a headset; a close-up of a keyboard; a person reading a newspaper; a person looking at a laptop; a person pointing at a whiteboard; a person talking on a phone; a person sitting at a desk with a computer; a person standing in a hallway; a person pointing at a whiteboard; a person sitting at a desk with a laptop; a close-up of a laptop; a close-up of a stack of coins; a person standing in a hallway; a person pointing at a whiteboard; a person sitting at a desk with a laptop; a close-up of a laptop; a close-up of a stack of coins. The background features a large, stylized number 1.

3. Activités de BUSINESSAfrica 2024

3.1. Forums Internationaux



Mme Jacqueline Mugo élue présidente de l'Organisation internationale des employeurs (OIE)

La Confédération des Employeurs d'Afrique Des Affaires est fière d'avoir franchi une étape importante dans la représentation mondiale des employeurs. Marquant un moment historique pour le leadership africain sur la scène mondiale, la Secrétaire générale de BUSINESSAfrica, Mme Jacqueline Mugo, a été élue à l'unanimité première femme africaine Présidente mondiale de l'Organisation internationale des employeurs (OIE). Cette élection a eu lieu lors de l'Assemblée générale de juin 2024.

Mme Mugo, membre dévouée de l'OIE depuis 2007, a exprimé sa profonde gratitude pour le

rôle de l'organisation et a souligné l'importance de la collaboration et de la résilience pour faire avancer les intérêts des employeurs dans le monde entier.

BUSINESSAfrica célèbre avec fierté l'accomplissement de Mme Mugo, convaincue que son leadership renforcera davantage la représentation et la défense des intérêts des employeurs à l'échelle mondiale. Son élection souligne l'influence croissante de l'Afrique dans l'élaboration des politiques internationales du travail et des intérêts des employeurs.

352e session du Conseil d'Administration



La Confédération des Employeurs d'Afrique Des Affaires a continué à montrer son engagement à promouvoir la justice sociale, à traiter les questions urgentes liées au travail dans le monde et à encourager la collaboration internationale afin d'améliorer les conditions de travail dans le monde entier. La 352e session du Conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail (OIT), qui se tiendra à Genève en 2024, a été l'occasion pour BUSINESSAfrica de participer à l'examen des questions essentielles ayant un impact sur la main-d'œuvre mondiale.

Les principales délibérations de la 352e session sont les suivantes:

- Approbation du Plan stratégique 2026-2029 : Le Conseil d'Administration a approuvé le Plan stratégique de l'OIT pour 2026-2029.
- Progrès de la Coalition mondiale pour la

justice sociale : La Coalition mondiale pour la justice sociale s'est élargie à plus de 300 partenaires, dont plus de 85 gouvernements et 40 organisations internationales.

- Préparatifs du deuxième sommet mondial pour le développement social : Le conseil d'administration a approuvé les messages clés du deuxième sommet mondial pour le développement social.
- Initiatives visant à démocratiser la gouvernance de l'OIT : Les efforts visant à démocratiser la gouvernance de l'OIT ont été discutés.
- Délibérations par pays : La session a abordé plusieurs situations spécifiques à des pays.
- Country-Specific Deliberations: The session addressed several country-specific situations.

Membres de la Région Afrique élus au Conseil d'administration de l'OIT et de l'OIE

L'élection des membres de BUSINESSAfrica au Conseil d'Administration de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) représente une étape importante dans la promotion d'une gouvernance mondiale inclusive et dans la garantie que la voix de l'Afrique est fortement représentée dans l'élaboration des politiques internationales en matière de travail et d'emploi.

Composition du Conseil d'Administration du Bureau international du travail

Membres réguliers

M. Hamidou DIOP (Sénégal)
Mme. Jacqueline MUGO (Kenya)
M. Hicham ZOUANAT (Maroc)

Membres suppléants

Mme. Joséphine ANDRIAMAMONJIARISON (Madagascar)
M. Khelil GHARIANI (Tunisie)
M. Kaizer MOYANE (Afrique du Sud)
M. Adewale-Smatt OYERINDE (Nigeria)
M. Nancy CHENARD (Congo)
M. Douglas OPIO (Ouganda)

Remplaçants

M. Alex FRIMPONG (Ghana)
M. El-Mahfoudh MEGATELI (Algérie)
Mme. Desyree FOUQUERAY PORQUET (Côte d'Ivoire)
Mme. Aline MBONO (Cameroun)
Mme. Lindiwe SEPHOMOLO (Lesotho)
M. El Syed TORKY (Égypte)



La 112e session de la Conférence Internationale du Travail (CIT) s'est tenue à Genève en juin 2024, réunissant des délégués des 187 États membres de l'Organisation internationale du travail (OIT). La conférence 2024 a servi de plateforme pour les travailleurs, les employeurs, les représentants des gouvernements et les partenaires sociaux

pour délibérer sur les questions urgentes qui façonnent le marché du travail mondial.

Les principales discussions ont porté sur l'adoption de l'Accord de Genève sur les droits numériques du travail, l'approbation de l'Initiative pour les emplois verts et la réponse aux défis posés par la pandémie sur le marché du travail.

BUSINESSAfrica soutient l'Élimination du Travail des Enfants

La Confédération des Employeurs d'Afrique Des Affaires a marqué la Journée mondiale contre le travail des enfants en 2024 lors de la Conférence internationale du travail (CIT). Cette célébration était particulièrement importante car elle commémorait le 25e anniversaire de la convention n° 182 de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants, la première convention de l'OIT à obtenir une ratification universelle en 2020.

L'événement s'est concentré sur l'évaluation des progrès et des défis mondiaux dans l'élimination du travail des enfants, en mettant l'accent sur le renforcement de la mise en œuvre des conventions de l'OIT n° 182 et n° 138 sur l'âge minimum d'admission à l'emploi. BUSINESSAfrica a souligné l'urgence d'accélérer les efforts pour atteindre la cible 8.7 des Objectifs de développement durable (ODD), qui appelle à l'éradication du travail des enfants d'ici 2025.



L'Union Africaine (AU)

La Confédération des Employeurs d'Afrique Des Affaires a participé à la cinquième session ordinaire du Comité technique spécialisé sur le développement social, le travail et l'emploi.

Cet événement a offert à BUSINESSAfrica la plateforme dont elle avait tant besoin pour plaider en faveur de politiques qui stimulent la croissance économique, l'emploi et le développement social sur tout le continent. Ces discussions au sein du STC-SDLE-5 ont renforcé l'engagement de BUSINESSAfrica à veiller à ce que les politiques conduisent à une véritable croissance des entreprises et à des opportunités d'emploi.



Summit du B20

En 2024, lors du sommet du B20, Jacqueline Mugo, en sa qualité de présidente de@ l'Organisation internationale (OIE), s'est jointe aux dirigeants mondiaux pour défendre des stratégies en faveur d'une main-d'œuvre résiliente et inclusive. Des initiatives de requalification aux transitions durables, en passant par le pouvoir des partenariats public-privé.

BUSINESSAfrica a joué un rôle crucial en veillant à ce que les priorités de l'Afrique, notamment la facilitation du commerce, la transformation numérique, le développement durable et la croissance économique inclusive, soient bien représentées dans les recommandations politiques du B20. En s'engageant auprès des parties prenantes internationales.

BUSINESSAfrica a souligné l'importance de favoriser des liens économiques plus forts entre l'Afrique et d'autres économies mondiales, de promouvoir les opportunités d'investissement et de plaider pour des politiques qui soutiennent la croissance durable des entreprises à travers le continent.



3ème Forum Africain des entreprises et des droits de l'homme



Sous le thème « Promouvoir une conduite responsable des entreprises dans un contexte en évolution rapide », le Forum a favorisé le dialogue politique et l'apprentissage entre pairs sur la conduite responsable des entreprises et sur les implications en matière de droits de l'homme du nouveau paysage réglementaire et politique africain et mondial en Afrique.

Les employeurs et les entreprises d'Afrique se sont engagés pendant le Forum dans un certain nombre d'événements, comme suit:

- Session conjointe de l'OIE et du CGNU sur l'espace de sécurité pour les entreprises et les employeurs : Caucus des entreprises de

l'OIE et Comité des Nations unies pour les entreprises : Accélérer l'action en faveur des droits de l'homme.

- Session de l'OIE sur « Libérer le potentiel des droits de l'homme : Tirer parti de la formalisation pour des pratiques commerciales responsables ».
- Session conjointe OIE-ACCA-UNGC en personne : Construire la confiance et l'action collective : Dialogue entre les entreprises et les OSC pour faire progresser les droits de l'homme.

3.2. Migration de la main-d'œuvre

La Confédération des Employeurs d'Afrique Des Affaires est restée en première ligne pour soutenir les initiatives en faveur de la migration de la main-d'œuvre sur le continent. Cela a permis de promouvoir une migration de la main-d'œuvre sûre, ordonnée et humaine. Les principaux événements notables organisés dans le cadre de ce programme sont le dialogue de Doha sur la mobilité de la main-d'œuvre entre le Conseil de coopération du Golfe et l'Afrique, la gouvernance de la migration de la main-d'œuvre dans la CEEAC et le COMESA, et la réunion du comité directeur de la politique commune de migration de la main-d'œuvre (PCMMO).

L'Événement du Travail en Images



Photo de groupe lors du dialogue de Doha sur la mobilité de la main-d'œuvre entre le Conseil de coopération du Golfe et l'Afrique



Délégués participant à la réunion tripartite régionale sur la migration de la main-d'œuvre dans la CEEAC et le COMESA



Réunion du comité de pilotage de la politique commune en matière de migration



Atelier de consultation et de pré-validation des projets de documents sur l'engagement des États membres africains avec le secteur privé - Afrique du Sud



Représentants des organisations membres de BUSINESSAfrica participant au cours exécutif sur la migration de la main-d'œuvre en Afrique - Afrique du Sud

3.3. Développement des Compétences

La Confédération des Employeurs d'Afrique Des Affaires a joué un rôle important sur le continent africain pour relever le défi de l'inadéquation des compétences sur le marché du travail.

Dans le cadre de ces efforts, BUSINESSAfrica, en partenariat avec le Centre international de formation de l'Organisation internationale du travail (ITC/ILLO), le Bureau des activités pour les employeurs (ACTEMP) et le Département des compétences de l'OIT, a organisé un atelier sur la création d'organismes de compétences sectorielles dans sept pays africains : Kenya, Ouganda, Tanzanie, Zambie, Lesotho, Rwanda et Seychelles.

Les objectifs de l'atelier étaient d'explorer le rôle des organismes de compétences sectorielles dans la résolution des problèmes d'inadéquation des compétences, de chômage des jeunes et de productivité sur le marché du travail. L'atelier a reconnu la nécessité d'une approche multipartite impliquant les associations industrielles, les employeurs, les mouvements syndicaux, les organismes gouvernementaux et les institutions académiques pour établir et rendre opérationnels les BSS de manière efficace.



3.4. Renforcer l'Autonomie des Femmes dans l'Entreprise

La Confédération des Employeurs d'Afrique Des Affaires a participé à une réunion organisée par la Confédération Générale des Employeurs du Maroc (CGEM), en partenariat avec l'Organisation Internationale des Employeurs (OIE) sur le thème « Empowering Women in Business : Briser les barrières et renforcer la résilience ». Cet événement s'inscrit dans le cadre d'un partenariat historique visant à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes, l'inclusion économique des femmes et le soutien aux entreprises

dirigées par des femmes.

L'événement, auquel participait Mme Jacqueline MUGO, secrétaire générale de BUSINESSAfrica et présidente de l'OIE, a été marqué par des discours inspirants et des débats riches en perspectives, tels que l'appel à un meilleur accès au financement et la promotion de l'éducation et des compétences pour les femmes entrepreneurs et les professionnels.



3.5. Réunion du Conseil Exécutif



Le Conseil Exécutif de la Confédération des Employeurs de BUSINESSAfrica s'est réuni pour discuter des questions de gouvernance, des mises à jour du Secrétariat et de l'établissement des priorités pour l'année 2025.

Le Secrétariat a présenté un rapport complet sur les principaux engagements de BUSINESSAfrica, soulignant les discussions avec l'OIT sur l'informalité, le chômage et les priorités de la Déclaration d'Abidjan. Les forums mondiaux tels que le sommet du B20 au Brésil, avec des

préparations en cours pour le prochain sommet du B20 de 2025 en Afrique du Sud. D'autres mises à jour ont porté sur la représentation de BUSINESSAfrica dans les affaires de l'Union africaine et sur les visites de courtoisie de partenaires et de membres clés.

Le Conseil a souligné la nécessité de renforcer la collaboration entre les organisations d'employeurs et a réaffirmé son engagement à positionner BUSINESSAfrica comme un défenseur de premier plan des entreprises africaines.

3.6. Visites stratégiques de Courtoisie

Au cours de l'année écoulée, la Confédération des Employeurs d'Afrique Des Affaires a accueilli deux visites de courtoisie de haut niveau, favorisant les partenariats stratégiques et renforçant son engagement à soutenir les employeurs et les partenaires à travers le continent.



Visite du Secrétaire Général Exécutif de l'UNICONGO

Mme Nancy CHENARD, Secrétaire Générale Exécutive de l'Union interprofessionnelle des employeurs du Congo (UNICONGO) a rendu une visite de courtoisie à Mme Jacqueline Mugo, Secrétaire générale de BUSINESSAfrica, au bureau du Secrétariat à Nairobi.

L'UNICONGO, l'une des principales associations d'employeurs du Congo, reste un membre actif de BUSINESSAfrica.

Visite du Directeur Général Adjoint de l'OIT pour l'Afrique

M. Coffi Agossou, Directeur Régional Adjoint (DRD) de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) pour l'Afrique, a rendu une visite de courtoisie à Mme Jacqueline Mugo, Secrétaire Générale de BUSINESSAfrica.

Les deux visites ont facilité un échange précieux de connaissances et des discussions sur des intérêts communs, visant à bénéficier aux employeurs du Congo et de l'ensemble de la région africaine.



3.7. Nouveaux Partenariats et Collaborations

BUSINESSAfrica a marqué une étape importante dans la collaboration économique mondiale en signant un protocole d'accord avec le Business at OECD (BIAC) en 2024. Cette avancée majeure vise à renforcer le rôle de l'Afrique dans le resserrement des liens avec les communautés de l'OCDE. Mme Jacqueline Mugo, secrétaire générale de BUSINESSAfrica, et Mme Hanni Rosenbaum, directrice exécutive de Business at OECD, étaient présentes lors de la signature.



Domaines d'action stratégiques du protocole d'accord :

- Plaidoyer conjoint dans le cadre de l'engagement économique OCDE-Afrique.
- Échange de bonnes pratiques entre les milieux d'affaires africains et ceux de l'OCDE.
- Collaboration régulière sur des initiatives visant à faire progresser le partenariat OCDE-Afrique.
- Renforcement des capacités et soutien politique aux entreprises africaines.

Ce partenariat reflète un engagement commun en faveur de la croissance inclusive, du développement durable et de la coopération économique, en veillant à ce que les défis et les opportunités propres à l'Afrique soient représentés et pris en compte sur la scène mondiale.

Rapport Financier

A financial report titled "Rapport Financier" is shown. The report contains a table with columns: Schedule, Performance Index, Forecast, SV (%), CPI, SPI, ETC, EAC, VAC (%), VAC (\$), Average Index, and Status. A magnifying glass is placed over the table, highlighting the VAC (%) and VAC (\$) columns. A calculator is visible in the bottom left corner.

Schedule	Performance Index	Forecast	SV (%)	CPI	SPI	ETC	EAC	VAC (%)	VAC (\$)	Average Index	Status
			-11%	0,85	0,89	312	578	-18%	(89)	0,87	
			-3%	0,90	0,97	107		-20%	(21)	0,93	
			-9%	0,83	0,91	6	120	-29%	(8)	0,87	
			8%	0,78	1,08		36	15%	9	0,93	
			4%	1,18	1,04		49	-23%	(70)	1,11	
			-16%	0,81	0,84	107	373	-25%	(45)	0,83	
			13%	0,80	0,87	125	225	-50%	(23)	0,83	
				0,67	0,57	38	68	-3%	(2)	1,00	
					1,03	44	80	-6%	(44)	1,03	
					12		749	-7%		1,18	
							402			1,55	

4. Rapport Financier

CONFÉDÉRATION DES EMPLOYEURS D' AFFAIRES EN AFRIQUE DÉCLARATION DES RESPONSABILITÉS DU CONSEIL EXÉCUTIF POUR L'ANNÉE TEMINÉE LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Note		2024 Opérations USD	2024 Projet USD	2023 Opérations USD	2023 Projet USD
revenu						
Abonnements	3a		18,000		8,000	-
Autres revenus (intérêts bancaires)	3c		1,181	-	1,445	-
Revenu total			<u>19,181</u>	<u>-</u>	<u>9,445</u>	<u>-</u>
Dépense						
Dépenses de fonctionnement		4	(25,064)	-	(12,930)	
Dépenses du projet		5	-	(16,175)		(9,547)
Dépense Totale			<u>(25,064)</u>	<u>(16,175)</u>	<u>(12,930)</u>	<u>(9,547)</u>
Excédent / (Déficit) net pour l'année			<u>(5,884)</u>	<u>(16,175)</u>	<u>(3,485)</u>	<u>(9,547)</u>

BUSINESSAfrica et l' ADHÉSION



5. BUSINESSAfrica et l' ADHÉSION

5.1. Pour Devenir Membre

Pour devenir membre de BUSINESSAfrica, les conditions suivantes doivent être respectées :

- a) Les membres de BUSINESSAfrica sont les organisations centrales d'employeurs les plus représentatives des pays africains.
- b) La demande d'adhésion doit être adressée par écrit au Secrétaire général de BUSINESSAfrica qui la transmet au Conseil exécutif pour approbation. L'admission se fait par résolution de l'Assemblée Générale.
- c) BUSINESSAfrica ne peut, en l'absence de circonstances particulières :
 - I. Accepter une demande d'adhésion d'une organisation d'employeurs qui est elle-même membre ou éligible à une autre organisation d'employeurs qui est qualifiée pour devenir membre de BUSINESSAfrica,
 - II. Accepter la candidature d'une organisation autre que l'organisation d'employeurs la plus représentative dans le pays concerné.
- d) Les représentants des organisations d'employeurs qui ne sont pas éligibles à l'affiliation à BUSINESSAfrica peuvent, avec l'approbation de l'Assemblée générale, assister à une réunion de l'Assemblée générale en tant qu'observateurs.

5.2. Avantages d'Être Membre

Raisons pour lesquelles vous devriez devenir membre de BUSINESSAfrica.

- I. Une voix commune au niveau régional et mondial pour plaider en faveur d'un environnement commercial propice à la compétitivité des entreprises.
- II. L'accès à un large éventail de ressources et de connaissances sur les questions de politique du travail, économique et sociale.
- III. La mise en réseau des employeurs et des entreprises en Afrique et au-delà.
- IV. Participation à des événements, des forums, des conférences et des visites d'analyse comparative pour
- V. l'apprentissage entre pairs.
- VI. Stimuler la croissance et la compétitivité des entreprises en Afrique pour créer de la richesse et des emplois.
- VII. Représentation efficace au sein de nombreux organismes régionaux et internationaux et partenariats avec eux.

5.3. Engagement avec le Secrétariat

Les membres sont encouragés à contacter BUSINESSAfrica par l'intermédiaire du bureau du Secrétaire général sur toute question pour laquelle ils ont besoin de l'aide de BUSINESSAfrica et pour le partage d'informations à l'adresse info@businessafrica-employers.org. Les mises à jour des initiatives de BUSINESSAfrica au cours de l'année peuvent également être consultées sur le site web www.businessafrica-employers.org.

6. LISTE DES MEMBRES

Algeria,	- CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES ENTREPRISES ALGÉRIENNES (C.G.E.A)
Angola, ,	- CÂMARA DE COMÉRCIO E INDÚSTRIA DE ANGOLA (CCIA)
Benin, ,	- CONSEIL NATIONAL DU PATRONAT DU BÉNIN (CNP-BÉNIN)
Botswana,	- BUSINESS BOTSWANA
Burkina Faso,	- CONSEIL NATIONAL DU PATRONAT BURKINABÉ (CNPB)
Burundi,	- ASSOCIATION OF EMPLOYERS OF BURUNDI (AEB)
Cameroon,	- GROUPEMENT INTER-PATRONAL DU CAMEROUN (GICAM)
Chad,	- CONSEIL NATIONAL DU PATRONAT TCHADIEN (CNPT)
Comoros,	- ORGANISATION PATRONALE DES COMORES (OPECO)
Congo,	- UNION NATIONALE DES OPERATEURS ECONOMIQUES DU CONGO (UNOC)
Congo,	- UNION PATRIOTIQUE ET INTERNATIONNELLE DU CONGO (UNICONGO)
D.R. Congo,	- FEDERATION DES ENTREPRISES DU CONGO (FEC)
Djibouti,	- CONFEDERATION NATIONAL DES EMPLOYEURS DE DJIBOUTI (CNED)
Egypt,	- FEDERATION OF EGYPTIAN INDUSTRIES (FEI)
Eritrea,	- EMPLOYERS' FEDERATION OF ERITREA (EFE)
Eswatini,	- BUSINESS ESWATINI
Ethiopia,	- CONFEDERATION OF ETHIOPIAN EMPLOYERS' FEDERATION (CEEF)
Ethiopia,	- ETHIOPIAN EMPLOYERS' FEDERATION (EEF)
Gabon,	- FÉDÉRATION DES ENTREPRISES DU GABON (FEG)
Ghana,	- GHANA EMPLOYERS' ASSOCIATION (GEA)
Guinea,	- CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES ENTREPRISES DE GUINÉE (CGE-GUI)
Ivory Coast,	- CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES ENTREPRISES DE CÔTE D'IVOIRE (CGECI)
Kenya,	- FEDERATION OF KENYA EMPLOYERS (FKE)
Lesotho,	- ASSOCIATION OF LESOTHO EMPLOYERS AND BUSINESS (ALE)
Madagascar,	- GROUPEMENT DES ENTREPRISES DE MADAGASCAR (GEM)
Malawi,	- EMPLOYERS CONSULTATIVE ASSOCIATION OF MALAWI (ECAM)
Mali,	- CONSEIL NATIONAL DU PATRONAT DU MALI (CNPM)
Mauritania,	- UNION NATIONALE DU PATRIOTAT DE MAURITANIE (UNPM)
Mauritius,	- BUSINESS MAURITIUS
Morocco,	- CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES ENTREPRISES DU MAROC
Mozambique,	- ASSOCIACAO DES EMPRESAS PRIVADAS DE MOCAMBIQUE (AEPRIMO)
Namibia,	- NAMIBIA EMPLOYERS' FEDERATION (NEF)
Niger,	- CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU PATRONAT DE NIGER (CGPN)
Niger,	- FEDERATION DES ORGANISATIONS PATRONALES DU NIGER (FOP)
Nigeria,	- NIGERIA EMPLOYERS' CONSULTATIVE ASSOCIATION (NECA)

Rwanda,	- RWANDA PRIVATE SECTOR FEDERATION (RPSF)
Senegal,	- CONSEIL NATIONAL DU PATRONAT DU SENEGAL (CNPS) South Africa, BUSINESS UNITY SOUTH AFRICA (BUSA)
Sudan,	- SUDANESE BUSINESSMEN & EMPLOYERS FEDERATION (SBEF)
Tanzania,	- ASSOCIATION OF TANZANIA EMPLOYERS (ATE)
Togo,	- CONSEIL NATIONAL DU PATRONAT DU TOGO (CNP)
Tunisia,	- UNION TUNISIENNE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT (UTICA)
Uganda,	- FEDERATION OF UGANDA EMPLOYERS (FUE)
Zambia,	- ZAMBIA FEDERATION OF EMPLOYERS (ZFE)
Zimbabwe,	- EMPLOYERS' CONFEDERATION OF ZIMBABWE (EMCOZ)



Waajiri House, Argwings Khodek Road, Milimani, Nairobi
Nairobi, Kenya
P. O. Box 48311-00100, Nairobi, Kenya.
+254 20 2721929/48/49/52, +254 709 827101/02
Fax: +254 20 2720295, 2721990, 2712299
info@businessafrica-emp.org
www.businessafrica-emp.org